



La question énergétique en débat

Les débats sur la question énergétique, centrale car l'énergie est un bien commun de l'humanité, sont le lieu de nombreux conflits qui opposent des spécialistes au langage intelligible par les seuls initiés, échappant par là au débat démocratique. Le propos de ce texte est de replacer la question de l'énergie au cœur du débat de société : Quel monde voulons-nous ? Quel monde voulons-nous léguer aux générations futures ? Quelles règles de partage et quels modes de gestion des biens communs voulons-nous établir ? Derrière les controverses apparemment techniques qui nous sont le plus souvent proposées, se cachent en réalité des choix politiques, des rapports de force économiques dictés par la loi du profit.

Pendant de nombreuses années le débat sur l'énergie a été obscurci par de fausses alliances et nous reviendrons sur ce sujet. Nous n'échappons pas à notre histoire, aucune solution technique ne faisant à l'heure actuelle l'unanimité, ni au sein d'Attac ni ailleurs, tant les besoins et les moyens de les satisfaire sont divers. Notre propos est de permettre la diffusion des connaissances pour que s'instaure enfin un réel débat.

Ce document est accompagné d'une annexe qui tente d'explicitier, pour le non spécialiste, un vocabulaire parfois obscur. Les données chiffrées sur la question de l'énergie sont très largement disponibles ; des bibliothèques entières existent et des milliers de pages sur Internet peuvent être consultées par tout un chacun. Mais la plupart de ces documents s'appuient sur des connaissances scientifiques, des règles comptables, des équivalences implicites entre des unités apparemment différentes, qui en rendent la compréhension, et donc la critique objective, ardue.

1.- Quatre questions incontournables

Toute réflexion sur l'énergie, tout ensemble de propositions alternatives, devra envisager simultanément quatre questions. Toute politique qui négligerait l'une ou l'autre d'entre elles relèverait de la supercherie.

Un besoin vital

L'approvisionnement énergétique est un point de passage obligé de toute activité humaine (transports, déplacements, développement industriel, éclairage, chauffage etc.). L'histoire de l'humanité et son imaginaire ¹ nous enseignent que, pour les êtres humains, le besoin d'énergie est vital. Le rêve d'une société humaine qui se passerait de l'énergie est une illusion : nous ne reviendrons pas à la carriole tirée par des chevaux ; nous ne reviendrons pas à la chandelle ; nous n'enterrerons pas les ordinateurs dans un grand cimetière des péchés de l'homme.

Les inégalités d'accès

Deux milliards d'êtres humains n'ont pas accès aux services énergétiques de base et un cinquième de l'humanité bénéficie des trois cinquièmes de l'énergie consommée dans le monde.

Un habitant des États-Unis consomme chaque année huit tonnes de pétrole, un Européen quatre, un Indien une demie, un Africain une quantité infinitésimale.

Cette inégalité d'accès ² est inacceptable, au même titre que l'inégalité d'accès à l'eau, au savoir, à la santé, à l'alimentation. Si les pays développés, qui ont construit leurs sociétés sur l'industrialisation et l'abondance de l'énergie, n'acceptent pas le partage des ressources, ils entretiendront un facteur important de guerre permanente.

Des ressources qui s'épuisent

La question du partage, voire du pillage des ressources, est amplifiée par le fait que les énergies fossiles, même si elles paraissent encore abondantes aujourd'hui, seront un jour ou l'autre épuisées. L'évaluation des ressources par les différents organismes donne des chiffres parfois différents qui sont cependant autant d'indicateurs et révèlent un monde fini. Les valeurs communément admises, au rythme de consommation actuelle, sont de quarante ans pour le pétrole, (peut-être moins), soixante ans pour le gaz naturel et deux cent cinquante ans pour le charbon. L'épuisement des ressources est une question primordiale pour l'avenir de la planète. L'examen d'une carte de géographie met en relief de façon frappante le lien entre le souci de garantir la pérennité des approvisionnements et les politiques de guerre.

L'équilibre de notre environnement

L'énergie n'est pas une création *ex nihilo*, c'est une ressource naturelle, abondante certes, mais qui participe d'un équilibre complexe. Modifier sans précaution les termes de cet équilibre conduira la biosphère à des changements tels que la survie de l'espèce humaine n'est pas assurée. Ainsi les gaz à effet de serre constituent actuellement l'une des menaces globales les plus graves à court terme. En l'état actuel de notre savoir faire industriel, une autre menace, grave à court terme en cas d'accident, et à long terme à cause de leur durée de vie, est constituée par les déchets nucléaires, notamment le plutonium. On ne sait qu'en faire : la France n'a pas encore choisi le mode de stockage des déchets déjà produits et de ceux à venir, car aucune des solutions envisagées n'est satisfaisante. De plus, le stockage et le transport de quantités importantes de plutonium font courir de sérieux dangers à la paix sur la planète

¹ *La Guerre du feu*, le roman et son adaptation cinématographique, en sont un exemple.

² Les inégalités à l'échelle internationale ne doivent évidemment pas faire oublier les inégalités à l'intérieur de chaque pays : il y a des parts de « Sud » dans les pays du Nord ; il y a aussi des parts de « Nord » dans les pays du Sud, en proportion moindre, cela va sans dire.

La question énergétique en débat

2.- Quels scénarios pour l'avenir ?

Dans tous les pays développés, le premier responsable de l'augmentation de l'émission de gaz à effet de serre est le secteur des transports, dominé par les transports routiers. Ce secteur est d'autant plus préoccupant que c'est celui pour lequel la croissance est de loin la plus forte et les progrès dans l'efficacité énergétique les plus faibles. (voir l'encadré ci-dessous)

Absurdités et gaspillages

De nombreuses situations témoignent d'absurdités au niveau du transport des marchandises. Par exemple, on transporte chaque année 800 tonnes d'œufs de France en Italie, et en même temps autant d'Italie vers la France.

La plupart des fleurs produites en Europe sont d'abord transportées vers le marché central d'Amsterdam, avant d'être ensuite acheminées sur les lieux d'achat.

Les crevettes que nous consommons font un long trajet avant d'arriver dans nos assiettes : pêchées dans la mer du Nord, elles voyagent du Nord au Sud dans des camions réfrigérés pour être épluchées par la main d'œuvre féminine bon marché du Maroc, et repartent ensuite, toujours en camion réfrigéré, pour être vendues sur les marchés d'Europe...

Le second secteur est celui du chauffage dans les secteurs résidentiels et tertiaire. Ce secteur est également en augmentation, malgré une petite accalmie passagère aux grandes époques de la « chasse au gaspi ».

En l'état actuel de nos connaissances et de nos moyens, la planète ne peut pas fournir sans dégâts irréversibles infligés à chacun de ses habitants la même énergie que celle consommée en moyenne par l'homme des pays riches. Le rêve d'un monde illimité est clos : nous devons nous faire à l'idée que la Terre est finie et, quelle que soit la technologie utilisée l'oubli de cette limitation nous mettra face à un mur. Concevoir la production d'énergie comme devant s'adapter à une demande sans cesse croissante est une filouterie intellectuelle

Il est impératif de choisir entre deux termes :
- un laisser-aller de la consommation et des modes de production en développement libre, dans les mains du marché, ce qui revient à accepter l'hypothèse de détériorations majeures de la vie planétaire pouvant aller jusqu'à la disparition de l'espèce humaine
- une maîtrise individuelle et collective de la consommation et de la production. Consommer davantage d'énergie ne veut

pas dire systématiquement vivre mieux ; en consommer moins ne veut pas dire systématiquement vivre plus mal. Les pays riches ont des moyens simples de faire des économies énormes, et les pays pauvres peuvent envisager d'autres chemins de développement énergétique que ceux qui ont conduit la planète dans les ornières.

Nous développons ci-dessous quelques uns des scénarios les plus couramment rencontrés. Sauf le premier, qui est une caricature, la plupart contiennent une part de vérité. La difficulté est que ce débat sensible a souvent crispé les protagonistes dans des positions catégoriques, chacun prétendant détenir à lui seul la vérité. Notre propos est de briser ces antagonismes, de faire admettre à tous que des vérités partielles peuvent être mises en commun, de débusquer les intérêts qui entretiennent ces oppositions parfois absurdes.

Une caractéristique commune de ces oppositions réside dans la maxime « je suis d'accord avec vous, mais pas chez moi » (*not in my back-yard*).

• Droit dans le mur : laisser faire

De l'autruche au credo technologique on trouve toutes les positions intermédiaires : « ce n'est pas si grave », « les solutions apparaîtront toutes seules », etc.

Si peu de gens contestent encore, sans agir, l'urgence d'une réaction rapide et globale au laisser faire, il en existe encore des partisans, et non des moindres, George W. Bush, par exemple.

• Réponse à la demande « écologique »

« Préférez-vous des éoliennes ou des centrales nucléaires ? » C'est un peu ce que l'on devine en filigrane derrière certains débats où les protagonistes se préoccupent essentiellement du mode de production de l'énergie. Imaginer résoudre les problèmes écologiques liés à la consommation énergétique par le seul développement des centrales nucléaires est une escroquerie ; imaginer fournir la même quantité d'énergie avec des éoliennes en est une autre.

Ce conflit historique, critique en France, visible même au sein d'Attac, empoisonne la réflexion, évite de poser les vraies questions, masque les remises en cause beaucoup plus fondamentales qui devront être engagées.

Il est exact que les centrales nucléaires ont mis la France dans une situation relativement confortable pour ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre liées à la transformation de l'énergie. La France n'est pas en panne d'électricité ; mieux, elle en exporte ; elle est à l'abri de la pénurie, avec les équipements actuels, jusqu'à environ 2020 ou 2035 suivant les estimations de croissance de la demande et d'efforts d'économies d'énergie. La mise en chantier immédiate de nouvelles tranches de centrales électronucléaires (projet EPR de trois milliards d'euros, soutenu par le constructeur AREVA, EDF et le gouvernement actuel) est en réalité une opération de valorisation boursière pour AREVA, avant sa privatisation prévue en 2004. Il est

Le protocole de Kyoto

La lutte contre le changement climatique a conduit à l'adoption d'objectifs entérinés lors du Sommet de la Terre à Rio en 1992, sous l'égide des Nations unies. Cette convention a été suivie par un protocole signé à Kyoto en 1997 comportant, une fois ratifié, des engagements plus précis et contraignants pour les pays industrialisés.

L'Union européenne s'est engagée, dans un premier temps, à stabiliser ses émissions de CO² en 2000 au niveau de celles de 1990, puis à réduire globalement ses émissions de gaz à effet de serre au cours de la période 2008-2012 de 8% par rapport au niveau de 1990.

Les États-Unis, principaux émetteurs de gaz à effet de serre (24% des émissions mondiales, pour 4,7% de la population mondiale), n'ont pas ratifié le protocole de Kyoto. Ce refus repose sur deux arguments : le protocole n'est pas à la hauteur du problème du réchauffement climatique, et sa solution passe par les innovations technologiques qui permettraient de découpler croissance économique et émission de gaz à effet de serre.

En fait, le protocole de Kyoto constitue une première étape et met en place un cadre de négociations pour les périodes suivantes. Le refus des États-Unis vide ce protocole d'une partie de son sens.

Le protocole de Kyoto laisse aux pays une certaine marge de manœuvre en ce qui concerne les moyens d'atteindre ces objectifs. Certaines mesures dérogatoires ont été prévues, dont :

- un mécanisme de développement propre : les pays industrialisés pourront obtenir des crédits d'émissions s'ils financent des projets de réduction d'émissions dans les pays en développement.
- un programme d'échange de droits d'émissions : les pays ayant développé une technologie permettant de réduire les émissions pourront vendre un permis, équivalent à cette réduction, aux pays intéressés à se procurer des droits d'émissions supplémentaires. Cette idée de « permis négociables » a été proposée par les Américains en échange de la ratification du protocole.

La question énergétique en débat

Aberation écologique

L'incitation à consommer toujours plus commence à montrer ses effets pervers, fragilisant notre système de société : l'exemple de la canicule de l'été 2003 en est une parfaite illustration. La surabondance d'équipements électriques, notamment de climatiseurs, a provoqué une surconsommation d'énergie à une période où les conditions de production sont difficiles, et ceci quelle que soit la filière (à l'exception du solaire) : les centrales thermiques dépassant les limites réglementaires sur les températures de rejet en rivière, voire peinant à limiter la température des réacteurs nucléaires, les centrales hydrauliques et les éoliennes étant peu opérationnelles du fait des faibles niveaux d'eau et de vent. Outre les impacts écologiques néfastes (impact sanitaire, faune, ...), et l'accroissement de l'effet de serre (la climatisation des voitures augmente les émissions de CO₂), il est absurde de rejeter encore plus de chaleur dans l'environnement pour produire de la fraîcheur dans un autre lieu... alors que l'énergie solaire qui nous donne si chaud reste, elle, inutilisée !

parfaitement clair que les divisions et querelles entre les opposants à la politique libérale ne peuvent que favoriser l'avancée têtue de ces projets de « mise sur le marché ».

Si l'on rajoute que la technologie EPR est ancienne dans son principe, que les recherches d'autres filières nucléaires, qui éviteraient le plutonium, sont bloquées faute de crédits pour la recherche fondamentale ou appliquée, on comprend mieux que même des chercheurs du CNRS et du CEA soient extrêmement critiques vis à vis de ce projet. Il est urgent d'attendre, de profiter du court répit dans le secteur de l'électricité pour lancer une réflexion globale qui porte sur l'ensemble de la question énergétique. Attac s'est d'ailleurs officiellement prononcée pour un moratoire sur l'EPR.

Cela ne retire rien à l'intérêt des éoliennes : les estimations sérieuses considèrent que 20 à 25 % de notre électricité pourrait provenir de ce moyen de transformation. Mais ces bruyants débats sur l'électricité font oublier que les camions ne circulent ni avec le vent ni avec des centrales nucléaires embarquées, et que les secteurs d'activité les plus goumands en énergie (et les plus polluants vis à vis de l'effet de serre) sont le transport et le chauffage. Alors que dire lorsque le gouvernement actuel vient de lancer un vaste projet d'extension des autoroutes ?

• La maîtrise de la demande et la décroissance

Nos sociétés riches ne souffrent pas de manque d'énergie ; elles la gaspillent pour le plus grand profit des marchands de chaudières modernes. On estime que, sans grand effort, les dépenses de chauffage pourraient être divisées par deux dans les bâtiments actuels. En repensant l'architecture et en renforçant la réglementation thermique dans la construction, il serait possible d'aller beaucoup plus loin ; la seule perte serait alors la fin de ces immenses parois vitrées mal orientées, mal protégées du soleil, qui décorent nos villes. Évidemment, les grands perdants dans l'affaire seraient les marchands de climatiseurs, et il faudra donc leur prévoir un recyclage.

Qui oserait soutenir, en voyant le spectacle donné par les autoroutes périurbaines entre 7h30 et 9h00 et entre 17h30 et 20h00, que « consommation croissante d'énergie » rime avec « bien être » ? Le potentiel d'économies dans les transports est énorme, c'est une évidence. Résoudre cette question apparemment simple passe évidemment par la résolution d'autres questions qui le sont moins : pourquoi les gens habitent-ils aussi loin de leur lieu de travail ? Pourquoi les centres des villes se dépeuplent-ils ? Pourquoi les campagnes se vident-elles ?

La thermodynamique nous a appris que la chaleur est une forme « dégradée » de l'énergie, mais indispensable à la vie. Récupérons la chaleur quand nous avons besoin de chaleur, réservons les formes « nobles » de l'énergie à leurs usages spécifiques. Là encore, il y a des trésors d'économies à réaliser.

Et puis reprenons de temps en temps nos vélos, quand ils auront une place dans nos villes...

Pour résumer : décroissance énergétique ne signifie pas mal vivre, cela signifie simplement ne pas faire n'importe quoi. L'association Négawatt (www.negawatt.org), qui n'est pas constituée de doux rêveurs mais de professionnels, a construit des scénarios, applicables aujourd'hui, sans attendre de grandes révolutions technologiques, sans revenir aux transports à dos d'âne, qui permettraient de diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre en une cinquantaine d'années. Un seul doute sur ce scénario : il est encore bien timide.

Une remarque : nous, les pays riches,

sommes très loin d'en prendre même l'amorce du chemin.

• Marchés ou services publics pour l'énergie ?

Il y a des écologistes libéraux, ne nous faisons pas d'illusions, ils sont à l'œuvre en Allemagne et au Danemark, de façon efficace.

Cela ne veut pas dire que les tenants des projets titanesques le sont par souci du bien public. Si les dirigeants d'AREVA rêvaient (sans jeu de mot, évidemment) de vendre des centrales nucléaires aux Finlandais, aux Chinois et aux Indiens uniquement pour leur bonheur, cela se saurait. Ils rêvent de créer une multinationale du nucléaire ; c'est leur seule justification à faire du lobbying auprès du gouvernement actuel et de la Commission européenne pour faire construire un exemplaire de démonstration dont, en fait, la France n'a pas besoin avant une dizaine d'années.

Puisque nous parlons d'elle, revenons un peu à la Commission européenne. Elle nage en pleine contradictions ; il y a des libéraux intelligents, des libéraux qui savent que si l'humanité sombre ils sombreront avec elle. Le Livre vert de la Commission sur l'énergie est un cantique à la louange des énergies renouvelables, un appel à la raison pour limiter les gaspillages, et il appelle à développer le transport ferroviaire. Il manifeste cependant une angoisse poignante : comment concilier le libéralisme, qui est le dogme central, avec cette volonté de bien faire ? Nous devrions lui souffler la solution (les 21 propositions d'Attac sur l'Europe, par exemple).

Les sources d'énergie sont un bien commun, leur gestion raisonnée est un choix politique qui relève du service public.

Le changement de statut programmé pour les entreprises publiques françaises (EDF, GDF) consiste à privatiser la rente que permettent les efforts publics antérieurs d'investissements, tout en évitant le renouvellement fort coûteux des infrastructures. Toutes les expériences de gestion par le marché ont conduit à des catastrophes sociales, économiques et écologiques où les intérêts de quelques producteurs sont passés devant l'intérêt collectif.³

Un dernier argument pour réaffirmer que la question de l'énergie est bien un choix politique : la noria de camions et d'avions qui

³ Un exemple : Il aura fallu pas moins de 39 heures pour que la vie reprenne à peu près son cours normal pour les 50 millions d'habitants de la côte Est des États-Unis et du Canada, surpris le 14 août 2003, à la sortie des bureaux, par la plus grande panne électrique qu'ait connue cette région. Cette panne colossale aurait pu apparaître comme un malheureux incident technique si elle n'était pas survenue dans le système électrique américain en cours de dérégulation et marqué déjà par d'importantes défaillances (Californie en 2001).

La question énergétique en débat

sillonner le monde est la conséquence de l'exploitation de la main d'œuvre du Sud par les employeurs du Nord. Réduire les inégalités, c'est évidemment faire disparaître la possibilité pour une entreprise de transports routiers allemande de livrer en France des courgettes andalouses grâce à des chauffeurs bulgares ... payés au tarif bulgare et suivant les lois sociales bulgares ... tout en réduisant la consommation d'énergie !

3.- Ménager la planète

Quelques remarques préliminaires s'imposent :

- D'un point de vue global, il est indispensable de prendre en considération la dimension écologique, étant donné le risque encouru par la planète de devenir hostile à l'espèce humaine et de conduire celle-ci à son extinction.

- D'un point de vue économique, avec l'épuisement des gisements facilement exploitables, l'énergie non renouvelable va nécessairement devenir chère, et la place économique des énergies renouvelables sera, à terme, importante, puisque moins chère. Les pays ou groupes de pays qui font le choix des énergies renouvelables y trouveront un intérêt considérable.

- D'un point de vue géostratégique, les pays qui s'entêtent dans l'exploitation d'énergies non renouvelables (essentiellement pétrole et gaz) ne peuvent qu'aboutir à une logique de guerre. La guerre sera nécessaire pour contrôler les ressources et le transport des énergies non renouvelables quand elles deviendront insuffisantes. A contrario, les pays qui choisissent d'investir sérieusement dans la recherche et la production d'énergies renouvelables pourront en tirer un bénéfice immédiat : ils n'entreront pas dans un processus guerrier.

Six propositions

Les quelques propositions qui suivent sont un appel à débat, un appel à la reconquête de nos services publics, un appel à la construction de services publics à l'échelle mondiale, un appel à une vraie participation citoyenne aux choix énergétiques, dans tous leurs aspects, scientifiques, technologiques, économiques, sociaux et politiques.

Objectif 1 : agissons pour réduire le plus rapidement possible le recours aux énergies non renouvelables ;

Objectif 2 : agissons pour des choix collectifs et individuels économes en énergie et rationnels ;

Objectif 3 : agissons pour favoriser le recours aux énergies renouvelables ; agissons pour que la recherche publique ait les moyens de développer ces énergies ;

Objectif 4 : agissons pour que soit géré, au niveau mondial, le bien commun des énergies fossiles, conformément à l'objectif 1 ;

Objectif 5 : affirmons que l'autonomie énergétique des nations, à partir des énergies renouvelables, est un droit ;

Objectif 6 : agissons pour qu'au niveau européen l'énergie et les transports relèvent de politiques publiques. Il revient à une planification, dont les règles démocratiques d'élaboration sont à définir, de coordonner les services publics sectoriels, nationaux ou régionaux, de développer et de coordonner la recherche, d'impulser des politiques de développement urbain respectueuses des droits sociaux et de l'environnement, de promouvoir des actions de solidarité et de transferts de technologies vers les pays en développement.

- Du point de vue d'Attac, si la question écologique ne peut pas être ignorée, notre objectif prioritaire est de développer des choix économiques et géostratégiques autres que ceux impulsés par le modèle néolibéral qui ne voit que l'intérêt à court terme d'une minorité. Nous devons développer une hétérodoxie économique pour sortir de l'orthodoxie actuelle, et ne pas abandonner la question énergétique aux grands prêtres du libéralisme.

Les scénarios conduisant à diversifier les modes de transformation de l'énergie, à développer les solutions locales quand c'est possible, à éliminer systématiquement la gabegie qui caractérise les pays riches ne sont pas des utopies. Ici ou là ils sont partiellement mis en place. L'Union européenne

en pleine contradiction, nous l'avons vu ; consciente de l'urgence de la question écologique, la Commission rêve à des solutions issues d'un grand marché libéralisé. Elle est objectivement encouragée dans cette voie par la dérive qu'a connue la gestion des grands services publics nationalisés créés après la guerre : d'organismes publics, dont les objectifs étaient la défense du droit à l'énergie pour tous, ils ont évolué vers des entreprises de droit privé qui se comportent aujourd'hui comme n'importe quelle multinationale. La défense d'un véritable service public passe par la critique des dérives actuelles (liées à la libéralisation) et passées (liées à l'absence de démocratie des choix énergétiques).

Éléments bibliographiques

- Hervé Le Treut, Jean Marc Jancovici, *L'Effet de serre : allons nous changer le climat ?*, coll. « Dominos » Flammarion, Paris, 2001.
- Pierre Castillon, Mac Lesgy et Edgar Morin, *Rapport du Comité des Sages, remis à Nicole Fontaine, ministre déléguée à l'Industrie*, 12 septembre 2003 : www.debat-energie.gouv.fr
- « Énergie : Droit dans le mur », *Alternatives économiques*, juin 2003.
- RTE gestionnaire du réseau de transport d'électricité, *Bilan prévisionnel 2006-2015*. www.rte-france.com/htm/fr/vie/vie_public_annu_prev.htm
- Global Chance, *Petit mémento énergétique*, 2003 : <http://www.agora21.org>
- Collectif d'associations (dont Attac), *Changements climatiques : équité et solidarité internationale*, 2003.
- Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, *Énergies : comprendre pour choisir*, 2003. www.debat-energie.gouv.fr
- Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, *L'Énergie en France : repères 2003*.
- Commission européenne, Livre vert *Vers une stratégie européenne de sécurité d'approvisionnement énergétique*, Bruxelles, 2001. www.europa.eu.int/comm/energy_transport/fr
- Commission européenne, Livre blanc *La Politique européenne des transports à l'horizon 2010 : l'heure des choix*, Bruxelles, 2001. www.europa.eu.int/comm/energy_transport/fr

Sites utiles :

www.vrai-debat.org, www.negawatt.org, www.debat-energie.gouv.fr, www.manicore.com, www.sortirdunucleaire.org, <http://www.drfc.cea.fr>, www.energiesofutur.org, www.iea.org

... et tous les liens que vous trouverez sur ces sites.